



HAL
open science

Franchir les Alpes. Regards vers la science politique italienne dans les années de la transition

Christophe Roux

► **To cite this version:**

Christophe Roux. Franchir les Alpes. Regards vers la science politique italienne dans les années de la transition. Pôle Sud - Revue de science politique de l'Europe méridionale, 2003, 19 (1), pp.3-26. <10.3406/pole.2003.1151>. <hal-02141766v2>

HAL Id: hal-02141766

<https://hal.umontpellier.fr/hal-02141766v2>

Submitted on 28 May 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons CC BY-NC-ND 4.0 - Attribution - Non-commercial use - No Derivative Works - International License

Franchir les Alpes. Regards vers la science politique italienne dans les années de la transition

Mr Christophe Roux

Citer ce document / Cite this document :

Roux Christophe. Franchir les Alpes. Regards vers la science politique italienne dans les années de la transition. In: Pôle Sud, n°19, 2003. L'Italie du politique. pp. 3-26;

doi : <https://doi.org/10.3406/pole.2003.1151>

https://www.persee.fr/doc/pole_1262-1676_2003_num_19_1_1151

Fichier pdf généré le 23/04/2018

Résumé

Cet article présente le dossier sur l'Italie, nourri des contributions de politistes transalpins, en revenant sur le regard dominant traditionnellement porté sur la politique dans ce pays et en relevant l'attention modérée qui lui a été portée par la science politique française. La mutation du régime avec le passage à la "Deuxième République" dans les années 1990 a aussi correspondu à un accroissement du nombre d'études françaises sur l'Italie et une diversification des approches. Toutefois, par-delà le cadre français, les études sur la transition italienne restent dans la continuité d'une perception faisant de la Péninsule un cas de démocratie déviante. C'est autour de l'étude de la portée du changement (la "normalisation") que s'oriente désormais une part substantielle des travaux de science politique sur l'Italie, comme l'illustrent les articles qui sont ici présentés.

Abstract

This article introduces the review's file on Italy reminding the traditional perception that has prevailed on Italian politics in mainstream political science for some decades. More specifically it performs a review of the French political science literature which records a rather weak attention dedicated to Italy during the postwar period. The transition towards a "Second Republic" in the 1990s is not only a deep political change but also an academic revolution within French political studies on Italy that have become more numerous and more diversified. However, beyond the French academic production, Italy is still largely considered as a deviant case among Western democracies and most of the current studies — like those "made in Italy" includes in this issue of Pôle Sud— try to assess to what extent a genuine political transformation has been achieved

Franchir les Alpes. Regards vers la science politique italienne dans les années de la transition

Christophe Roux
ATER à l'IEP de Lille

Résumé/Abstract

Cet article présente le dossier sur l'Italie, nourri des contributions de politistes transalpins, en revenant sur le regard dominant traditionnellement porté sur la politique dans ce pays et en relevant l'attention modérée qui lui a été portée par la science politique française. La mutation du régime avec le passage à la "Deuxième République" dans les années 1990 a aussi correspondu à un accroissement du nombre d'études françaises sur l'Italie et une diversification des approches. Toutefois, par-delà le cadre français, les études sur la transition italienne restent dans la continuité d'une perception faisant de la Péninsule un cas de démocratie déviante. C'est autour de l'étude de la portée du changement (la "normalisation") que s'oriente désormais une part substantielle des travaux de science politique sur l'Italie, comme l'illustrent les articles qui sont ici présentés.

This article introduces the review's file on Italy by reminding the traditional perception that has prevailed on Italian politics in mainstream political science for some decades. More specifically it performs a review of the French political science literature which records a rather weak attention dedicated to Italy during the postwar period. The transition towards a "Second Republic" in the 1990s is not only a deep political change but also an academic revolution within French political studies on Italy that have become more numerous and more diversified. However, beyond the French academic production, Italy is still largely considered as a deviant case among Western democracies and most of the current studies – like those "made in Italy" included in this issue of Pôle Sud – try to assess to what extent a genuine political transformation has been achieved.



Mots-Clés/Keywords

Deuxième République, changement politique, Italie, science politique française, transition

French political science, Italy, political change, Second Republic, transition

Au sein des sciences sociales, les chercheurs français s'étant penchés sur l'Italie ne sont pas extrêmement nombreux¹, mais il est probable que tous ont en commun d'avoir ressenti ce paradoxe intellectuel qui mêle la proximité à la distance. La proximité entre les deux pays est une donnée géographique, mais elle recouvre une perception essentiellement culturelle. "Sœurs latines" ou (en Italie) "cousins d'outre-Alpes" sont deux expressions ayant figé ce sentiment réciproque qui ne prend son sens qu'au regard de la diversité interne de l'Europe. Toutefois, cette relation complexe contient aussi sa part de tourments : "deux grandes dunes qui se jalourent" aurait dit Charles de Gaulle, une "amitié difficile" conviennent deux anciens ambassadeurs, Gilles Martinet et Sergio Romano (2001), et un échange de stéréotypes où, à la condescendance française, fait pendant l'envie italienne (Mac-cotta, 2001). Entre rivalité et admiration, l'idée d'un lien spécial jouit d'une indé-niable prégnance, appuyée en France par un réel sentiment de sympathie et attestée par l'intensité des échanges culturels et économiques (voir les données analysées par Lazar, 1995)².

Par un paradoxe seulement apparent, ce sentiment de proximité n'a cependant pas

joué, en France, en faveur d'une œuvre de connaissance exhaustive du voisin transalpin. L'admiration universelle vouée à la culture italienne a en effet produit des effets différents selon les pays. Les Anglo-saxons – référent obligé en raison de leur *leadership* international dans la plupart des branches des sciences humaines et sociales, et notamment en science politique – ont traduit leur fascination pour le pays en étanchant leur curiosité par d'intenses efforts de connaissance scientifique comme en témoigne le solide contingent d'historiens, d'anthropologues et de politistes ayant été dépêchés, parfois il est vrai avec un intérêt tout politique comme durant la Guerre froide, dans la Péninsule. Côté français, l'impression dominante est qu'il n'y a point eu de fascination pour une figure de radicale altérité mais plutôt le sentiment d'une proximité qui se satisfaisait de l'intuition plus qu'elle ne poussait à la découverte³. De là vient, en partie, le fossé entre impression de connaissance et, comme on le verra, défaut relatif de savoir.

Le paradoxe est évidemment à nuancer selon les branches, puisque certains domaines (l'histoire de l'art ou de la Renaissance par exemple) sont mieux couverts que d'autres, mais nul doute qu'il atteint son paroxysme avec la politique. En France, les stéréotypes

négatifs ne diffèrent guère de ceux formulés par les chantres de la culture civique : au mieux les sourires ironiques quant au manque d'efficacité réputé de l'administration italienne, au pire les jugements sommaires sur la classe politique qui serait intrinsèquement et durablement corrompue (alors que la situation française inviterait à davantage de pudeur), sont accolés à un pays dont l'actualité politique est peu suivie et mal comprise, et souvent perçue à la lumière des enjeux de politique intérieure. Bref, le regard français dominant se présente comme largement biaisé dans des termes régulièrement décrits par les spécialistes (Lazar, 1995 ; Briquet, 1997b).

Toutefois, de telles visions émanent du sens commun façonné par les commentaires médiatiques. Si l'on peut trouver un lien outre-Atlantique entre les stéréotypes que nous avons évoqués et certaines des recherches produites par les saillies développementalistes américaines, c'est en vain qu'on chercherait, dans l'histoire de la science politique française, les grandes œuvres qui seraient allées en ce sens. À un peu de vertu s'ajoute surtout beaucoup de nécessité : l'Italie du politique ne constitue pas un terrain familier de la recherche ; dès lors, s'y arrêter, sans constituer un exercice inédit, n'est pas à proprement parler d'usage. D'où l'idée, avant de laisser la parole aux chercheurs transalpins⁴, de procéder à une mise en contexte vu de France : quel regard a-t-on porté en science politique sur la réalité italienne ? Cette question permet d'observer que, à l'intérêt limité suscité par la "Première République", a succédé une période de remous, encore en cours, qui a excité une curiosité continue des chercheurs. Largement dépendant de la conjoncture, ce regard s'est aiguisé, enrichi et orienté vers des voies qui, bien que conditionnées par une perspective traditionnelle, ont ouvert le chantier à une évaluation du changement politique italien qui nourrit ce dossier.

La "première République" d'une "démocratie hors normes"

L'ancien régime, avant la révolution⁵

Le soir du 28 novembre 2002, le chef du gouvernement espagnol José Maria Aznar est invité sur la première chaîne de télévision publique italienne, et un présentateur vedette y étale son admiration pour "*la Spagna che vince*", pour l'Espagne qui gagne. En empruntant à Maurizio Cotta (1990) un saisissant raccourci formulé dans un autre contexte, on peut considérer que, dans le cadre de l'Europe du Sud, le rapport qu'entretient l'Italie à la démocratie, notamment lorsqu'on la compare à l'Espagne, illustre à merveille la fable de La Fontaine qui verrait la première en lièvre et la seconde en tortue. L'Italie se présente au sortir de la guerre comme le bon élève, dans le bloc occidental, de l'Europe méridionale⁶ : en 1943, le pays se reconstruit autour d'un pacte antifasciste, se dote d'une Constitution démocratique en 1948 et participe en fondateur à la construction européenne au moment du Traité de Rome en 1957 (se différenciant en cela de l'Espagne, du Portugal et de la Grèce). S'instaurent en même temps les bases d'un régime particulier, dont le fond démocratique est grevé de particularismes tels que l'hégémonie quarantenaire d'un même parti, la Démocratie Chrétienne, structurellement opposé au plus puissant parti communiste d'Europe occidentale mais interdit, par contrainte internationale, de gouvernement national ; la prégnance des pratiques clientélares, atténuant le sens des mécanismes de représentation, *a fortiori* lorsqu'elles se confondent, surtout dans les années 80, avec la pure et simple corruption ; ou encore, la piètre efficacité d'une adminis-

tration souvent dépeinte comme lente et déficiente. Et autant, en matière démocratique, on évoque aujourd'hui un modèle espagnol pour sa transition réussie, autant c'est l'idée d'un contre-modèle italien qui pourrait venir à l'esprit : éternel déviant, en "crise" continuelle (Bobbio, 1981), en proie à d'innombrables "anomalies" (Blondel, 1997), son système politique dit de la "Première République" péchait par un blocage qui semblait l'avoir précocement fossilisé.

Pourtant, pas plus qu'il ne convient de réifier le modèle espagnol (Cotarelo, 2002 ; Hermet, 2002), l'idée d'une tare politique congénitale italienne n'est pas recevable. D'abord en soi, car la démocratie est un processus continu, fruit d'une socialisation qui jamais ne cesse, et ne représente pas un état où certains se trouveraient par nature tandis que d'autres en seraient exclus. Ensuite, parce que cette démocratie peut être susceptible de variations de style, conséquences de la diversité des expériences historiques. Enfin et surtout, parce que l'Italie s'est longtemps présentée, tant qu'a duré le système mis en place à l'après-guerre, comme un défi permanent à l'observateur, et que se contenter de la classer comme immanquablement déviante a été un aveu de faiblesse face à la simple question : comment des défauts présentés comme rédhibitoires ont-ils pu assurer une si grande longévité ? Pourquoi, en dépit de symptômes jugés alarmants, la démocratie italienne avait-elle réussi à apporter dans une mesure jugée somme toute acceptable par les citoyens, sa part de satisfaction ?

Très sommairement, deux positions peuvent être résumées face à cette interrogation. La première, dominante, est celle qui a le plus insisté sur les aspects de crise en décrivant, de manière plus ou moins implicite, un état structurel de démocratie imparfaite. Elle a été le fait d'une part substantielle de la recherche politologique italienne et anglo-saxonne⁷. La

seconde position, minoritaire (et à laquelle ont aussi concouru les rares chercheurs français s'étant penchés de manière systématique sur le sujet) a consisté à adopter une attitude plus compréhensive de la réalité politique italienne laissant une part limitée à l'ethnocentrisme qui sous-tend l'idée de démocratie défailante⁸ (Lazar, 1997 ; Bouissou, Lazar, 2001). L'idée d'un atavisme italien pour la crise politique émanant des principales analyses recevait d'ailleurs une objection sérieuse : si l'idée de crise suppose une rupture avec un fonctionnement régulier du système, alors la notion est vidée de son contenu lorsqu'elle est utilisée systématiquement. Grossièrement présenté, tel était le point central de l'approche de la politique italienne ayant eu cours jusqu'au tout début des années 90.

"Italia, terra incognita" ? La discrétion du regard français

Dans un panorama élargi à la scène internationale, il serait illusoire de chercher à opposer des écoles nationales, à la fois par le caractère plus composite qu'on ne le croit de la communauté scientifique anglo-saxonne et de son poids démesuré au sein de la corporation mondiale des politistes, mais aussi du simple fait que la part modeste des travaux de science politique consacrés en France à l'Italie. À dire vrai, cette dernière caractéristique ne fait qu'illustrer dans un cas particulier la problématique de l'internationalisation posée aux sciences humaines et sociales françaises, lesquelles ont renforcé dans la deuxième moitié des années 90 un mouvement de réflexion critique sur leur développement⁹. En science politique, cette question d'actualité divise : certains craignent une standardisation épistémologique, méthodologique et éthique de la recherche (l'idée de "rentrer dans le rang") tandis que d'autres estiment que la discipline est affaiblie par une prise en compte insuffi-

sante des contributions internationales face auxquelles il est nécessaire de se confronter faute de s'enfoncer dans une sorte de provincialisme national à l'échelle globale. En tout cas, les personnalités les plus éminentes de la discipline, de Pierre Favre à Jean Leca¹⁰, ont concouru pour pointer, rétrospectivement, une faible ouverture internationale, les évaluations oscillant entre le simple constat d'un état de fait et le diagnostic alarmé d'un "étouffement par le franco-centrisme".

S'intéresser aux études de science politique française ayant choisi pour terrain l'Italie depuis l'après-guerre jusqu'à la fin des années 80 ne peut prétendre tester la justesse de cette évaluation. Elle révèle pourtant des tendances intéressantes dont il convient cependant immédiatement de préciser les limites. La recherche bibliographique se fait aujourd'hui à peu près partout sur des registres informatisés qui sont fiables pour la période la plus récente ; en revanche, les ouvrages un peu anciens sont plus difficilement repérables. En nous intéressant d'abord aux volumes publiés sur la période considérée, le premier constat est que les ouvrages ne sont pas très nombreux : nous en avons dénombré moins de vingt en science politique, tout en sachant que ce nombre peut être inférieur au nombre réel de titres écrits sur la politique italienne. Nous avons exclu les aspects purement institutionnels ou historiques bien que pleinement constitutifs de son essor.

En fait, il nous semble possible d'identifier deux vagues. La première se situe dans les années 60 et trouve son épicerie à Paris : le CERI (Centre d'Études et de Recherches Internationales), créé dix ans plus tôt au sein de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, lance un programme de recherche s'inspirant du découpage américain en *area studies*. L'une de ces aires est composée par "l'Europe méditerranéenne", placée en 1960 sous la responsabilité de Jean Meyriat, co-

directeur du centre : c'est cette année-là que voit paraître sous la direction de cet auteur une étude pluridisciplinaire de la Calabre incluse dans la série "Relations internationales" des "Cahiers" de la Fondation (Meyriat, 1960). Ces années sont celles d'une série d'études tendant à éclairer divers aspects essentiels de l'Italie : une présentation générale issu d'un cours professé à Paris (Meyriat, 1961), un rapport sur la classe dirigeante italienne (Meynaud, 1964), un survol de ses partis (Meynaud, 1965) et une monographie sur la Démocratie Chrétienne (Chasseriaud, 1964). Ces volumes, limités en nombre, présentent un style fort différent du visage actuel de la science politique française : si le style parfois vieillot et ampoulé de certaines présentations peut être mis sur le compte de la période, c'est surtout quant aux références bibliographiques et à la démarche, inspirée alors du modèle américain, que certaines de ces études surprennent. Elles semblent s'inscrire dans le *mainstream* international dont on tend à dissocier la France aujourd'hui¹¹.

Dire précisément dans quelle mesure la conjoncture politique a joué est difficile mais il apparaît clairement que, par rapport à ce premier moment où la communauté de science politique française ressemble surtout à "un club de gentlemen" (Leca, 2004) modérés, à partir de la toute fin des années 60, un nouveau mouvement d'étude succède à celui précédemment évoqué "par la gauche" laquelle, dans sa version italienne, suscite beaucoup d'admiration en France (Lazar, 1995) : les thématiques s'orientent vers le communisme (Ferrari, Maisl, 1969 ; Besson *et alii.*, 1974), le syndicalisme (Couffignal, 1978), l'histoire des luttes ouvrières (Grisoni, Portelli, 1976), les régions rouges (Seronde, 1970 ; Schnapper, 1971) et les théories d'Antonio Gramsci (Portelli, 1971, 1974). Cet enthousiasme pour l'Italie permet d'aboutir à des éléments de synthèse de

nature sociologique (Schnapper, 1974) et politologique (Bibes, 1970, 1974).

Cette période s'estompe à la fin des années 1970 et s'ouvre la période la plus creuse pour la production politologique française sur l'Italie : on comptera un ouvrage en douze années, centré au demeurant sur des perspectives plus anthropologiques (Memmi, 1986). Même en incluant le numéro monographique de *Pouvoirs* (1981) au début de la décennie et en ajoutant le chapitre italien tenu par Geneviève Bibes (jusque dans les années 90) pour l'édition annuelle des *Pays de l'Europe occidentale*¹², le tassement est très net.

Durant toutes ces années, les traductions d'ouvrages relatifs à l'Italie sont à peu près nulles : aucune de l'italien¹³ (sauf à étendre la perspective aux travaux historiques rencontrant des interrogations politologiques comme Gribaudo, 1987) ni de l'anglais, à la seule exception du *Democracy Italian Style* de Joseph La Palombara (1990), ouvrage au style décontracté accueilli chez un éditeur non spécialisé (la traduction des termes politologiques s'en ressentant parfois). Sur cette base assez large, on constate en tout cas que le rythme de publication n'est pas effréné dans la continuité.

En revanche, au niveau des articles, le même exercice réalisé, avec plus de précision, dans la *Revue Française de Science Politique*, premier porte-parole de la communauté politologique française, fournit un échantillon qui dénote d'une plus grande continuité. D'abord, par rapport à l'Espagne, il apparaît que l'Italie a suscité un intérêt notable, plus précoce et à peu près constant¹⁴ : on compte pour chaque décennie depuis 1951 un nombre d'articles compris, dans le cadre d'articles monographiques ou de comparaisons binaires franco-italiennes, entre cinq et sept. Ensuite, sur le fond, on note que ces contributions relèvent, en écho au gros des volumes publiés, de la sociologie politique la

plus classique : élections, système politique, groupes de pression, étude des forces politiques (essentiellement les partis communiste, socialiste et démocrate-chrétien) et questions institutionnelles sont les thèmes récurrents de l'étude de l'Italie jusqu'à la fin des années 80. Mais, quant aux auteurs, on note la présence limitée des chercheurs français, pourtant prédominants dans les premières années¹⁵, et la place croissante des chercheurs italiens.

À ce titre, il convient de se souvenir des remarques que faisait Jean Meyriat dans un état des travaux rédigé au début des années soixante, en relevant deux tendances : d'une part l'inexistence d'une science politique italienne, faisant que l'essentiel de la littérature disponible sur la politique italienne relevait outre-Alpes de toutes les déclinaisons de la catégorie des publicistes (politiques, administrateurs, écrivains, journalistes, etc.) ; d'autre part, la faiblesse de l'apport des auteurs français. Citant un éditorial de Jean-Marc Domenach dans un numéro qu'*Esprit* consacra au pays en 1955 ("on aime l'Italie chez nous, peut-être trop pour bien la connaître. On l'aime à distance"), l'auteur regrettait que "très peu de Français en tout cas [aient] pris la peine d'étudier l'Italie contemporaine et d'écrire des œuvres qui contribuent à sa connaissance. Les italianisants français sont beaucoup plus orientés vers l'histoire de l'Italie, sa langue, sa littérature, ses arts" (Meyriat, 1963, p. 146). Quarante années après, seule l'une de ces assertions n'est plus vraie.

D'un côté, le développement de la science politique italienne n'a certes pas été immédiat¹⁶. Si les révérences d'usage conduisent à rappeler l'apport de Machiavel dans la Florence du *Cinquecento*, et à saluer le rôle pionnier des "trois mousquetaires" de l'école élitiste (Mosca, Pareto, Michels) – dont la redécouverte est largement redevable aux investigations de l'école élitiste américaine (Graziano, 1987) – si l'on peut rappeler la

création d'un Institut des sciences politiques à Florence à la fin du XIX^e siècle avec des vues similaires à celles de l'École libre des sciences politiques en France, et s'il est permis d'identifier une œuvre fondatrice dans les *Elementi di scienza politica* publiés par Gaetano Mosca en 1896 (qui constitue l'équivalent fonctionnel du *Tableau politique de la France de l'ouest* d'André Siegfried), toutes ces étapes n'ont constitué que des préalables plutôt isolés. Après une période décrite comme un "envol manqué" par Leonardo Morlino (1989, pp. 7-19) dans l'immédiat après-guerre, ce n'est, en gros, que dans les années 70 que la discipline a vraiment franchi un seuil lui ayant permis de constituer une communauté scientifique nationale participant, fût-ce à une échelle numériquement modeste (nombre d'universités préparant au doctorat de science politique et nombre de thèses soutenues annuellement à partir des années 80, nombre de membres de l'Association nationale), au concert européen de la discipline (avec, par exemple, une présence des institutions membres de l'ECPR supérieure à la France). L'activisme de certaines personnalités (Bruno Leoni, Norberto Bobbio, Giovanni Sartori) en amont puis, avec leurs continuateurs, en aval de l'intervention américaine – élément non pas fondateur mais catalyseur du développement de la discipline, intervenu dans un échange toutefois fondamentalement asymétrique – marque cette période. Aujourd'hui, la communauté académique transalpine est clairement identifiable par l'existence d'une discipline institutionnalisée à l'université, organisant des colloques et des conférences, possédant un certain nombre de revues spécialisées (outre la *Rivista Italiana di Scienza Politica* née en 1971, on peut citer les revues *Teoria Politica* depuis 1985 et les *Quaderni di Scienza Politica* depuis 1994 ainsi que la *Rivista Italiana di Politiche Pubbliche* créée en 2001 et, avec des ouvertures sociologiques,

Stato e Mercato depuis 1981 et *Polis* depuis 1987) auxquelles on ajoutera quelques manuels de base (G. Pasquino 1986, 1997; Cotta, della Porta, Morlino, 2001; della Porta, 2002) et des collections chez les principaux éditeurs universitaires (voir, pour une évaluation récente de la discipline, Verzichelli, 2002).

En revanche, face à cette montée en puissance italienne, la situation française a longtemps stagné. En effet, s'il existe une historiographie française qu'Olivier Faron (1999) a bien décrite dans l'imposante revue de littérature à laquelle nous renvoyons ici, la contribution des politistes est plutôt maigre. Ainsi, jusqu'à la fin des années 80, tout le poids de la connaissance approfondie et systématique de l'Italie repose sur les seules épaules de quelques rares individualités comme Jean Besson, Geneviève Bibes ou Hugues Portelli, tandis que les nombreuses comparaisons franco-italiennes procèdent en général de textes écrits "à quatre mains" où chacun traite de son propre pays. À la différence des études italiennes en lettres (où existent des associations d'italianistes et des départements spécialisés) et de l'histoire de l'Italie (avec, outre quelques centres de recherche sur le territoire français, une institution, l'École Française de Rome, qui lui voue toute son activité), la science politique n'a pas souhaité institutionnaliser un angle d'attaque national. Bien que les choses semblent lentement se modifier¹⁷, pendant longtemps, et malgré la pratique initiée à la fin des années 50 mais restée sans lendemain, le découpage en *area studies* ne s'est affirmé que pour les terrains situés hors du monde occidental (Afrique, Monde arabe, Amérique latine, Asie). Tel n'a été le cas ni pour l'Europe ni pour les pays la composant, malgré une inévitable spécialisation de fait, ne serait-ce que pour des motifs linguistiques. À coup sûr, cela relève de circonstances qui dépassent le cadre de l'Italie et renvoie aux choix, dont il

n'est pas question de discuter ici les complexes logiques, des modalités d'organisation de la recherche dans son ensemble. Il n'empêche : à l'échelle française, l'Italie n'était peut-être pas si mal lotie par rapport à l'Espagne (Genieys, 2002) – piètre consolation que de recourir à plus grave carence! – mais si l'on se projette sur la scène internationale, on ne peut que constater la grande discrétion du regard français qui ne peut s'abriter derrière de seuls motifs linguistiques.

Si l'on souhaite tirer un bilan de l'étude de l'Italie dans la science politique française, c'est sûrement l'absence de continuité qui en constitue le trait majeur. Étudier la politique italienne est resté un art mineur qui s'est accommodé plus souvent d'articles que d'ouvrages, même si l'engouement ponctuel qu'elle a pu susciter ne la place pas parmi les pays les plus ignorés d'Europe. Les élections, régulièrement suivies, étaient le moment fort de la mobilisation des politistes. Des deux "saisons" italiennes connues sous la "Première République", la première a été la plus éphémère tandis que la seconde s'est révélée un peu plus longue, plus intense mais aussi plus monothématique. Par contraste, les études portant sur l'Italie dans la science politique non italienne sont surtout le fait des chercheurs anglo-saxons, américains pour l'essentiel, comme en témoigne l'activité du CONGRIPS au sein de l'Association américaine de science politique¹⁸ ou le rôle actif que les chercheurs anglo-saxons ont eu à cœur de tenir dans la recherche italienne (pour preuve l'édition en langue anglaise du recueil annuel *Politica in Italia* depuis le milieu des années 80).

Toutefois, cette description perd de sa pertinence au-delà de la "Première République". Les profonds changements de l'univers politique italien dans les années 90 ont eu d'évidentes répercussions sur

l'agenda de la recherche, et la France n'est pas restée à l'écart du mouvement.

L'ère du changement : la "transition sans fin"

Un bouleversement politique... et académique

La décennie 1990 correspond à un profond bouleversement du système politique italien (Briquet, 1997 ; Georgel, 1999 ; Cotta dans ce volume)¹⁹ et les années 1992-1994 sont celles d'une onde de choc, notamment celle de l'ouverture, à la suite de l'interpellation d'un responsable socialiste milanais en 1992, de la boîte de Pandore italienne, révélant au grand jour que "la gouvernance illicite était devenue la norme" (Bull, Rhodes, 1997b, p. 4). Le régime mis en place dans l'après-guerre s'effondre et on assiste à une refonte totale du système partisan, à un renouvellement général des élites politiques et à des modifications institutionnelles essentielles, allant de l'introduction massive d'une dose de scrutin majoritaire dans un pays habitué – en temps démocratique – depuis 1919 à la proportionnelle à l'abandon progressif d'une structure rigoureusement unitaire de l'État pour une forme quasi-fédérale. Si certaines voix se font aujourd'hui entendre, comme nous le verrons, pour relativiser après coup l'ampleur réelle des changements, la réalité de l'onde de choc vécue au jour le jour ne fait aucun doute. À cette effervescence politique répondra aussitôt une floraison d'articles ou d'analyses "à chaud" dans les principaux organes de presse et de la vie intellectuelle qui dépassera les frontières de la Péninsule et, comme souvent, l'émergence du cas italien dans le débat public excitera la curiosité des chercheurs au niveau international.

Dans ce cadre, il serait vain de vouloir proposer une revue complète de la littérature italienne et anglo-saxonne sur cette décennie : vu l'ampleur de la tâche et le manque de place ici, nous renverrons aux efforts louables de ceux qui ont voulu s'y atteler (D'Amore, 2002 ; Donovan, 2003). Hors d'Italie, en s'en tenant ici aux seuls volumes relatifs aux aspects propres à la période de la "Seconde République", si l'on observe la constance dans l'effort anglo-saxon (*cf.* notamment Gilbert, 1995 ; Gundle, Parker, 1996 ; Bull, Rhodes, 1997a ; Newell, 2002), on observe une authentique explosion quantitative du côté des travaux disponibles en langue française (Peuples Méditerranéens, 1994 ; Diamanti *et alii.*, 1995 ; Korinman, Caracciolo, 1995 ; Politix 1995 ; McCarthy, 1995²⁰ ; Diamanti, Lazar, 1997 ; Morel, 1997a ; Pace, 1998 ; Hérodote, 1998 ; Champeyrache, 2002 ; Pouvoirs, 2002), sans compter des numéros de revues qui, sans être totalement dédiés à la politique italienne, lui ont fait ponctuellement une large place²¹. Comme on le voit, on a publié en France en huit ans sur l'Italie à un rythme que l'on n'avait jamais connu dans le demi-siècle qui avait précédé, et ce sans compter la continuation du filon plus classique d'études politiques revendiquant une ouverture historique dans le cadre de comparaisons franco-italiennes (Lazar, 1992 ; D'Almeida, 1998, et pour la période la plus récente à travers la question de la violence politique, Sommier, 1998). Significativement, comme hier Geneviève Bibes, quelques français (Jean Blondel, Jean-Louis Briquet, Marc Lazar, Véronique Pujas) ont contribué au recueil annuel *Politica in Italia* au cours de cette période. De surcroît, cette dernière est aussi caractérisée par une nette intensification des études comparatives à échelle européenne incluant le cas italien, que ce soit sous la houlette de comparatistes français bons connaisseurs de l'Italie comme Jean Blondel (ayant

coordonné la plus récente livraison du recueil *Politica in Italia*) ou Yves Mény qui, après avoir inclus l'Italie comme l'un des cinq pays démocratiques servant de bases à l'un des rares manuels français de politique comparée (Mény, 1987), a pris une part prépondérante dans bon nombre d'initiatives comparatistes qui intéressaient de manière privilégiée l'univers politique italien, comme la corruption (Mény, della Porta, 1995) ou le populisme (Mény, Surel, 2000). Cet effort comparatif a également été renforcé par l'émergence de l'Europe du Sud comme aire de comparaison spécifique soumise à un certain nombre de thématiques transversales comme la socialisation politique des jeunes (Muxel, Cacouault, 2001) ou cadre de diverses études dans le champ des politiques publiques, par exemple celles relevant des télécommunications (Négrier, 1997b), de l'environnement (*Pôle Sud*, 1997), de la culture (*Pôle Sud*, 1999a) ou de l'immigration (*Pôle Sud*, 1999b).

Le niveau de connaissance ainsi offert sur l'Italie du politique s'est ainsi sensiblement étoffé. Il s'agit là d'une évolution encourageante qui indique bien un réel mouvement de connaissance jusqu'alors inédit dans son ampleur et qui semble pouvoir s'expliquer par la conjonction de deux éléments. Le premier est conjoncturel : c'est celui de l'effondrement du vieux régime, circonstance en tout lieu propice à exciter la curiosité. Le second a trait à la maturation de la discipline en France : la période est aussi celle d'un renforcement des structures de la discipline (que l'on pense à la création des revues²²) et d'une ouverture internationale plus marquée que William Genieys (2002) a également identifié dans sa revue des travaux relatifs à l'Espagne. En somme, la recherche française a été mieux à même de rendre compte d'une conjoncture plus intéressante. Il convient d'ajouter qu'à l'accroissement quantitatif a fait pendant un saut qualitatif : les sentiers bien balisés (comme les

études électorales, à bon droit régulièrement actualisées) se sont enrichis de thématiques plus diversifiées et jusqu'alors à peu près inédites sur ce terrain, comme l'immigration, le terrorisme, la corruption ou les rapports entre magistrature et politique, pour se limiter à quelques exemples.

Toutefois, il convient de formuler deux remarques sur la nature et la portée de ce mouvement. D'une part, l'accumulation de travaux "français" a bien moins procédé de la découverte par les chercheurs de l'Hexagone d'un nouvel Eldorado que du renforcement de l'intégration des chercheurs transalpins et, dans une moindre mesure, "italianistes" étrangers : cette connaissance croissante n'est donc pas seulement celle "des Français" mais, pour une part substantielle, de l'importation de travaux *made in Italy* et de l'accentuation de la coopération européenne dans le domaine de la recherche.

D'autre part et surtout, malgré tout, la connaissance reste fragmentée. L'ensemble de ces recherches fournit en effet un corpus qui n'est désormais pas négligeable ; mais, dans le même temps, l'accès méthodique à la connaissance de l'Italie du politique souffre de la même dispersion pointée il y a bientôt dix ans (Lazar, 1995). Sans rentrer dans les questions spécialisées, on peut observer que les cadres historiques sont solides et clairement accessibles (Bernstein, Milza, 1995 ; Brice, 2003), les bases de la géographie (Charrier, 1991), de l'économie (Balcet, 1995 ; Wagret, Gay, 1997) et des institutions politiques (Giraudière, 1999) sont bien présentes, mais l'étude de l'univers politique italien, malgré l'effort de certains historiens (Colin, 1994) et géographes (Tessier, 1996), cherche encore le volume qui acceptera de le présenter, sur le modèle de ce que firent, à une époque où les thématiques jugées pertinentes étaient certes plus limitées qu'aujourd'hui, un Jean Meynaud (1965) ou une Geneviève Bibes (1974).

Cette circonstance ne facilite sûrement pas la visibilité des fruits de la recherche dans l'espace public, et c'est la seconde remarque. En dépit de l'embellie signalée, Marc Lazar (2002, p. 8) estimait encore récemment que "l'Italie littéraire, intellectuelle et artistique est assez bien connue ; elle suscite un intérêt presque constant et des attentes permanentes (...). En revanche, la politique italienne est moins bien suivie. Durant ces vingt dernières années, dans les rares moments où on l'évoque, c'est pour l'ériger en exemple ou, au contraire, s'en indigner". Ces mots font étrangement écho à la dichotomie formulée quarante ans plus tôt par Jean Meyriat entre fascination pour la culture et désintérêt (voire mépris) pour la politique. Ils mettent le doigt sur un phénomène réel : le discours scientifique peine à percer au-delà du cercle restreint de la communauté académique. Un nom connu qui s'offre un jeu de mot facile dans un grand hebdomadaire ou quelques articles hâtifs dans de prestigieux quotidiens nationaux, peut-être parce qu'ils flattent des clichés persistants, ont plus d'écho que la dizaine de volumes publiés ces dernières années et de l'accumulation d'articles dans les revues scientifiques. En cela, au moins dans la sous-branche dont il est question ici, la quête de connaissance scientifique se heurte à une reconnaissance sociale lacunaire, confirmant la lecture faite il y a un certain nombre d'années par Jean Leca (1982) sur l'interférence entre différents marchés d'expression sur le politique, et vue quinze années plus tard comme l'une des faiblesses de la discipline par Pierre Favre (1996).

Les métamorphoses de l'étrangeté italienne : un mouvement en trois temps

Si l'on quitte la perception française de l'Italie du politique pour revenir sur le fond de l'analyse de la période, il nous semble intéres-

sant de relever, malgré les bouleversements, l'existence d'un fil rouge qui nous renvoie à la question de la manière d'appréhender la démocratie italienne: la constance d'une singularité qui s'est déclinée selon un mouvement en trois temps.

Nous avons déjà évoqué plus haut le premier temps, celui de "l'anomalie démocratique" sous la "Première République", où l'étrangeté se nourrit de la situation de blocage qui caractérisait la période des décennies de l'après-guerre (et dont le lecteur trouvera une analyse dans l'article italien d'ouverture de Maurizio Cotta). Alors que la démocratie était supposée se caractériser par l'alternance au pouvoir, luxe dont elle garantissait seule la possibilité face aux régimes totalitaires (en l'occurrence, seule la version soviétique avait survécu après 1945) ou autoritaires (qui offraient et offrent encore de nombreuses occurrences), l'Italie semblait imperturbablement empêtrée dans la gangue démocrate-chrétienne. Quelle démocratie était-ce que celle d'un pays qui maintenait de fait un parti d'État et qui maintenait dans l'opposition son principal adversaire? La recherche des raisons de cette anomalie par blocage conduisait majoritairement à dépeindre la démocratie déficiente qui circonscrivait, sous cet aspect, l'étrangeté de l'Italie.

Le deuxième temps est celui de "la crise italienne", essentiellement pour la période 1992-1994. À force d'invoquer la crise, celle-ci était advenue de manière spectaculaire avec les traits que nous avons rappelés plus haut. La majorité des auteurs ont noté le poids d'un affaissement de mécanismes régulateurs par l'effet de contraintes externes (fin de la guerre froide puis pressions européennes) et internes (épuiement des ressources pour les pratiques clientélaires de redistribution) qui ont conduit à l'implosion du système. Cette explication dominante a été critiquée, au travers d'une revue des travaux italiens relatifs aux

analyses de la crise, par Jean-Louis Briquet: du panorama effectué émergeait "une perspective d'analyse globalement partagée, qui tend à privilégier l'examen des causes générales de la crise aux dépens d'une description des processus de son déroulement, des mobilisations politiques et sociales qui en sont au fondement en même temps qu'elles en constituent la trame concrète" (Briquet, 1995, p. 128). Sa critique, appuyée sur les travaux d'analyse des crises politiques proposés par Michel Dobry (1986), déplorait de fait la perspective trop mécanique prêtée à un processus de crise dont était mise en cause la réification, entraînant le silence sur les stratégies concrètes des acteurs, sur lesquels ils convenaient de ramener l'attention. L'auteur proposait donc de substituer une vision de la conjoncture de crise comme produit de mobilisations plutôt que comme cause de la perturbation de l'ancien ordre. Si cette perspective est stimulante car elle remet en cause une vue apparemment trop consensuelle, elle ne fait pas disparaître les aspects problématiques de l'analyse.

D'abord, il nous semble que la critique durcit un peu les positions de la littérature et sous-estime la place, certes pas centrale mais pourtant bien réelle, accordée par un certain nombre d'auteurs italiens à la question de l'action sur les processus de légitimation. Ilvo Diamanti (1995) l'a bien pointé dans son analyse de la Ligue du Nord: l'ensemble des mutations économiques, sociales et politiques intervenues dans les structures italiennes à l'époque contemporaine ne cachent pas l'activité d'entrepreneur de la crise du mouvement d'Umberto Bossi, l'un des hérauts de la mise à mort de la "Première République"²³. Et, dans ce volume, Maurizio Cotta rappelle que la délégitimation procédait déjà de la compétition politique des années 80 et que dans les années 90 c'est bien une multitude d'acteurs (un parti, la Ligue; un mouvement, celui référendaire; une institution, celle de la magistra-

ture) qui ont contribué à miner, chacun à leur manière, les bases du consensus autour de "l'ancien ordre".

Plus fondamentalement, ce qui permet de soulever des objections est moins l'interprétation que sa volonté de se présenter comme "alternative" à une grille de lecture établie. En effet, le dévolu jeté sur les stratégies des acteurs tend à les faire apparaître comme évoluant librement, comme détachés du cadre politique sur lequel ils prétendent agir et sur lequel trop d'auteurs se seraient focalisés. On voit pourtant mal en quoi il est nécessaire de perdre l'intelligibilité des variables contextuelles qui à la fois offrent les ressources et définissent les contraintes opposées à ceux-ci dès lors qu'en jouant l'acteur contre la structure, on tend à prendre d'une main ce qu'on lâche de l'autre. Il nous semble permis de considérer que le sentiment de voir le *mainstream* italien sous-estimer la dimension mise en lumière par Briquet procède de la considération implicite, de la part de la majorité des auteurs mis en cause, que le processus de délégitimation ne pouvait porter ses fruits en naissant *ex nihilo* (Morel, 1997b). Pour ce motif, les deux visions nous apparaissent plus complémentaires qu'opposées.

En tout état de cause, c'est dans cette période inaugurée en 1992 qu'est survenu le deuxième temps de l'étrangeté italienne, et à vrai dire le plus "innocent", celui de l'anomalie par la crise. C'est en effet sûrement en cela que l'Italie est apparue la moins caractéristique: l'attraction pour l'effondrement d'un régime ancien, et plus largement pour celle d'un trait politique national caractéristique, est somme toute assez compréhensible, et si demain la Grande-Bretagne abandonnait la monarchie, si les États-Unis jetaient aux orties leur Constitution, si la Suisse devenait un État centralisé et Genève un petit Paris, il y aurait fort à parier que, tout comme la "transitologie" et la "consolidologie" ont accompagné les

vagues de démocratisation en Europe du Sud, en Amérique latine puis en Europe de l'Est, une ribambelle de chercheurs intrigués se rueraient à Londres, Washington ou sur les rives du lac Léman.

Est alors intervenu le troisième temps de l'étrangeté italienne: le soufflet de la crise retombé, voilà que l'Italie s'est désormais retrouvée "en transition" (autre terme dépeussieré puisque Sydney Tarrow et Peter Lange [1980] l'utilisaient déjà il y a plus de vingt ans). Certes, on peut considérer que les deux alternances successives, au profit du centre-gauche en 1996 et d'un centre-droit²⁴ en 2001, constituent un aspect essentiel de revitalisation de l'une des clés d'un mécanisme démocratique grippé pendant des années. Cependant, la thématique de la singularité est moins dépassée que transformée dès lors que l'on observe des réformes incomplètes (voir par exemple les remarques de Sartori [2001] défendant l'idée d'une incapacité fondamentale de la politique italienne à se réformer) ou que l'on déplore la persistance de particularismes, par exemple la pratique de *lottizzazione* dans l'attribution de la direction des chaînes publiques, ou les soupçons de pratiques occultes visant le président du Conseil en exercice. On passe ainsi à la *transizione infinita*, à la "transition sans fin" (De Rosa, 1996), et l'Italie demeure un cas. C'est en effet toujours au regard de l'idée d'une normalisation que se définissent les recherches, y compris dans la Péninsule, sur la politique italienne, et si la "Première République" excitait la curiosité par son éloignement jugé pathologique vis-à-vis de l'idéaltype de la démocratie représentative, la "Deuxième République" intéresse pour évaluer la mesure dans laquelle elle s'en serait rapprochée (d'où l'idée d'une "transition"). Il y a un clair phénomène de *path dependency* intellectuelle qui commande ce glissement observé dans l'orientation des recherches: la crise tant promise ayant enfin

explosé, il s'agit désormais d'explorer la portée des changements apparus de prime abord comme des tremblements de terre. Quelque critiquable qu'elle soit, c'est désormais autour de cette thématique que s'articulent, implicitement ou explicitement, les nombreuses études qui pleuvent sur l'Italie du politique, avec, au fil des années, de plus en plus de scepticisme sinon sur l'ampleur réelle des transformations, à tout le moins sur la profondeur et le caractère univoque de leur caractère. À ce titre, l'arrivée au pouvoir de Silvio Berlusconi en 2001 n'a pas peu contribué à redoubler les interrogations, les plus pessimistes voyant carrément, comme Alfio Mastropaolo dans ce volume, la transformation du "rêve [de la normalisation] en cauchemar".

**Évaluer le changement :
*politics, policy, polity***

Dès lors, les contributions ici réunies sont unies, par-delà la diversité des questions et des branches de la discipline qui les caractérisent, par ce positionnement sur la problématique du changement. Afin d'ordonner ces contributions, nous recourons à la distinction générique proposée par Maurizio Cotta, Donatella della Porta et Leonardo Morlino (2001) entre les trois dimensions en interaction du politique, nommées à la suite de l'usage anglais, *politics*, *policy* et *polity*.

Le terme *politics* renvoie, en simplifiant, au système politique italien, siège le plus évident des transformations en question. La "transition" se caractérisant "par la combinaison de l'ancien et du neuf, d'invariants et de novation, de continuités et de changements" (Lazar, 1997, p. 4), les contributions en relevant ici tâchent de faire la part des choses. Du côté du changement, nous avons déjà fait cas précédemment de l'article de Maurizio Cotta. Sauf erreur de notre part, il semble être la première synthèse disponible en langue française

sur les évolutions du système politique italien saisies sur une période aussi longue. Son texte s'inscrit dans les développements les plus récents d'un mouvement de recherche italien quasi-décennal qui a mobilisé, à chaque terme ayant suivi la réforme électorale de 1993, les principaux analystes du système politique transalpin, nourrissant un grand nombre d'articles et une copieuse production de volumes remplissant dans la littérature italienne le même rôle que la collection "Chroniques électorales" des Presses de Sciences Po joue en France. La logique de bipolarisation, le plus grand poids de l'acte électoral dans la désignation des dirigeants et l'affermissement de l'exécutif circonscrivent selon lui les évolutions observées.

Toutefois, ces changements au sein du système politique, qui ne constituent pas un chambardement total, n'épuisent pas la réalité de l'univers politique italien et ne constituent pas l'ouragan que l'on a pu jadis évoqué (Portelli, 2002). Il est vrai que la science politique italienne, dans sa recherche des objets qui lui revenaient de droit pour exercer son étude, a eu tendance à opter pour une conception incontestablement plus restrictive que celle qui a cours en France, pays probablement situé à l'opposé sur ce point avec une conception délibérément extensive (et une promotion enthousiaste des échanges pluridisciplinaires). Dans la recherche de la définition de l'objet de la science politique, un certain nombre d'auteurs parmi les plus autorisés n'ont pas hésité à se contenter de pointer le système politique, d'où le poids notable, dans l'ensemble des travaux de science politique italienne, du thème "partis et élections" (Morlino, 1989). Adopter une optique plus large nous a paru un bon complément. Le rapport inquiet que nous fait Alfio Mastropaolo sur le gouvernement Berlusconi nous a paru être un bon complément à la synthèse de Cotta. S'il adopte un style peu convenu pour rendre

compte de la période actuelle, l'article s'inscrit pourtant dans une dynamique soulignée par l'auteur : jamais un gouvernement n'avait fait l'objet d'autant d'attention que le prototype Berlusconi II. L'attention qui lui a été portée en France par ceux qui se sont penchés sur le débat public a été notable : comptes rendus dans la presse, émissions radiotélévisées et essais de journalistes ou publicistes²⁵ l'ont accompagné, souvent avec l'idée d'un retour rampant du fascisme face auquel il convient de s'organiser assez tôt. Notons en tout cas que, du point de vue des travaux de science politique, le nombre de références à son sujet en langue française commence à être relativement étoffé au regard du caractère récent du phénomène (Lazar, 2002 ; Briquet, 2002b ; Pasquino, 2002 ; Surel, 2003). La situation inédite du magnat lombard, cumulant le titre de première fortune d'Italie avec la fonction de dépositaire des plus hauts pouvoirs, provoquait potentiellement un risque de confusion entre sphères économique et politique (le conflit d'intérêt), potentiel converti en menace effective par la pratique du chef de gouvernement italien ; de surcroît, au sein de la sphère politique, s'est développée une tendance à l'abolition des frontières entre les trois pouvoirs (en particulier avec le grave conflit ouvert contre la magistrature, cf. Briquet, 2002a ; Vauchez, 2002) aggravée d'une appropriation de l'espace public²⁶ par celui qui contribua à inspirer à Pierre-André Taguieff (1992) le concept de télé-populisme. Ces considérations trahissent cependant de véritables inquiétudes sur le bon fonctionnement actuel de la démocratie outre-Alpes. D'où l'intérêt de mettre en perspective l'avènement de ce gouvernement controversé avec celui de la "Deuxième République", offrant ainsi un stimulant regard sceptique sur la profondeur de la transition.

En dehors de cette sphère de l'étude de la politique italienne, la littérature de langue

française se fait plus erratique, à l'instar du champ des politiques publiques (*policy*) auxquels on peut rattacher un certain nombre de travaux français (Ritaine, 1989, 1994, 1999 ; Lefèvre, 1992 ; Négrier, 1997a). En Italie comme ailleurs²⁷, le secteur y est fort dynamique, comme l'attestent l'existence d'un manuel (Regonini, 2001), d'un dictionnaire (Capano, Giuliani, 1996), d'une collection chez un éditeur de renom ("*le politiche pubbliche in Italia*" fondée chez Il Mulino en 1998 et dirigée par Maurizio Ferrara), d'une revue spécialisée de création récente (la *RIPP* précitée), et d'une section *ad hoc* au sein de la *SISP*. Quatre des neuf articles ici présentés se rattachent à cette sphère mais ne constituent pas un pur exercice de *policy analysis*. Elles s'inscrivent plutôt dans une problématique qui montre bien à quel point le contexte de la dernière décennie a marqué les politistes italiens à travers deux éléments. D'une part, au sein des politiques publiques, le constat d'une propension inédite au changement : Luca Verzichelli (2002, p. 214) a mis en évidence, en passant en revue une série variée d'études sectorielles, que ces dernières convergeaient pour signaler "le remarquable taux *d'innovation politique*, lié à l'histoire de la mutation institutionnelle italienne, et transversal aux secteurs d'intervention". D'autre part, la question du lien entre cette innovation et le contexte de transition (Di Palma, Fabbrini, Freddi, 2000) : y a-t-il un lien de cause à effet entre l'un et l'autre ? La réponse n'est certes pas aisée, d'autant que les facteurs intervenant sont multiples ; comme l'a noté Giuseppe Di Palma (2000) il n'y a pas d'"effet Deuxième République" univoque et on parle volontiers d'un panorama "en peau de léopard".

Le texte de Luigi Bobbio effectue la transition entre le thème du système politique et celui du lien *politics/policy*. Il observe l'exacerbation de la dissociation entre la logique

de majoritarisation de la première sphère et le règne accentué du consensus dans la seconde, bien que cette dichotomie soit tendancielle (Lijhpart, 1977). Ce dédoublement permet aussi de relativiser l'emprise de Berlusconi sur la société italienne dans son ensemble : les craintes évoquées par Mastro-paolo ne signifient pas que tous les anticorps de la démocratie italienne soient épuisés. Suit la contribution de Leonardo Morlino qui nous offre la primeur d'une analyse du phénomène d'eupéanisation. Bien que centré essentiellement sur l'Italie, cet article donne une illustration de la composante comparatiste, revendiquée dès les origines, de la science politique italienne et incarnée ici par l'un de ses principaux animateurs, de surcroît l'un des rares "autochtones" à faire de la politique comparée en et sur l'Europe méridionale. Notons au passage que cette dernière, dont la relative cohérence culturelle et sociale contraste avec une assez grande diversité politique, trouve aussi des définitions variables selon les objets qui sont étudiés dans le cadre qu'elle offre : en l'occurrence, la zone est ici circonscrite dans la partie du territoire de l'Union Européenne ayant reçu prioritairement les aides dégagées par les Fonds structurels (Portugal, Espagne, Italie et Grèce). Le facteur "européanisation" est l'un de ceux pointés dans la précieuse synthèse de Gilberto Capano sur le *policy change* des années de transition. Son examen le conduit à mettre en évidence des éléments fondamentaux de continuité expliqués principalement par la résistance de mécanismes d'opportunisme politique plutôt que d'authentique *policy learning*. Dans sa vision, l'évolution du système politique est concomitante à celle des politiques publiques, mais l'interaction répond plus à une hybridation entre l'ancien et le nouveau qu'à une authentique révolution des mœurs politiques. De même, Sonia Lucarelli et

Claudio Radaelli se penchent – actualisant presque dix ans après les éléments avancés par Gloria Regonini et Marco Giuliani (1994, pp. 182-185) – sur les *think tanks* italiens. Le terme n'est pas d'emploi courant dans le vocabulaire français mais fait l'objet d'une attention soutenue dans la recherche anglo-saxonne. À nouveau, les effets majoritaires de la transition italienne ne semblent pas évidents puisque lesdits "réservoirs d'idées" n'existent guère dans leur version "idéologique", présente ailleurs. Ce faisant, l'article nous offre aussi le panorama particulièrement bien informé des plus importantes sources d'influence politique dans la Péninsule.

Le troisième et dernier pilier (*polity*) renvoie enfin à la communauté politique qui sert de cadre à l'interaction entre les deux dimensions précédentes. L'entité de référence à cet égard est constituée par la figure de l'État-nation. Alors que bon nombre de démocraties s'interrogent sur la nécessité de son dépassement, c'est celle de son existence qui a souvent été mise en doute dans le cas italien. La question de la nation est devenue un thème particulièrement exploité dès lors que, à l'instar de la France, l'Italie a été confrontée durant ces années 90 à une interrogation sur le sens de sa communauté nationale (Diamanti *et alii.*, 1995 ; Hérodote, 1998 ; Pace, 1998 ; Roux, 2002). Avait-elle seulement vraiment existé depuis l'Unité ? À peine, serait-on tenté de dire si l'on s'en réfère à l'image d'Épinal de la faible identité nationale des Italiens, toujours vue comme la conséquence de l'absence historique d'État (Poche, 2001) malgré le déploiement bien réel d'un processus de construction nationale (Pécout, 2001). Pourtant, le sentiment que le visiteur étranger peut avoir dans un contexte d'observation participante, ou la politisation croissante de la question de l'immigration

(Ritaine, 1999; Diamanti, 2000) sont deux indices des précautions qu'il convient de prendre avec ce cliché, dont Mario Caciagli (2001) avait déjà indiqué dans ces colonnes les failles. La justesse des remarques que faisait Nonna Mayer (1997) dans le cas français entre l'abondance des théories de la nation et du nationalisme et la faiblesse des données empiriques pouvant les appuyer ou les critiquer trouve une confirmation dans le cas italien, et c'est pour ce motif que la contribution de Pierangelo Isernia trouve ici toute sa place. Il passe au crible un recueil de données quantitatives variées pour tester et falsifier ce que certaines analyses grevées d'ethnocentrisme avaient pu produire autour de ce paradigme qu'il nomme "familialiste-provincial-localiste". Sa contribution offre ainsi un exemple convaincant de ces travaux solides au plan méthodologique et pour lequel les chiffres et les mots travaillent en bonne intelligence: le sentiment national italien n'est pas faible en soi. Si l'on entend par là l'identification aux institutions parce qu'elles sont le moteur de la construction nationale effective, les résultats confirment le cliché; mais si l'on entend par sentiment national la conscience d'appartenir à une communauté culturelle territorialement définie, alors ledit sentiment se révèle bien réel. Cela offre une confirmation italienne de la distinction à préserver dans l'analyse entre État et nation (Linz, 1997).

Le rapport à l'État, en revanche, a fait l'objet de nombreux travaux. Il n'est pas question ici de revenir en détail sur la longue tradition anthropologique, sociologique et politologique qui, au moins depuis les travaux d'Edward Banfield dans les années 50 (Banfield 1958; Roux, 2003), ont pointé, pour le stigmatiser, le rapport contrasté qui existait entre la version idéal-typique de l'État rationnel-légal et les pratiques politiques s'en réclamant, en particulier dans le

sud du pays. La prégnance des pratiques clientélares évoquée en introduction en est l'un des aspects les plus saillants, jadis alimenté par un filon de recherche consistant sur la DC dans le Mezzogiorno. C'est à ce titre qu'il nous a paru bon d'offrir au lecteur la version française de la stimulante thèse de Simona Piattoni qui prend à revers bon nombre de clichés sur le clientélisme en remettant en question l'idée d'un effet systématiquement négatif des pratiques qui en relèvent dans le développement économique régional. Elle vient non seulement soumettre l'*a priori* moral au regard sociologique, mais elle contribue aussi à un affinement de la connaissance du terrain méridional apprécié dans ses nuances et non plus comme un bloc *a priori* homogène. Enfin, la prégnance du national ne signifiant pas la fermeture à des espaces plus vastes, le numéro se conclut sur une ouverture offerte par Donatella della Porta qui poursuit l'exploration d'un phénomène qui lui est familier, celui des mouvements sociaux, dans un contexte nouveau, celui de la mondialisation. Ici l'Italie (à travers les manifestations contre le G8 à Gênes) sert de cadre à l'appréhension d'un phénomène plus vaste: défendant la thèse d'une action qui procède non d'un refus rétrograde de la globalisation mais au contraire d'une volonté de se l'approprier "par le bas" (en résonance avec les tournants linguistiques autour d'expression comme "*new global*" ou "altermondialistes"), elle vient rappeler que du point de vue de la dynamique des mouvements sociaux, la globalisation offre aussi son lot d'opportunités. Précisions bien à propos de sa contribution que l'expression de "mouvement" qu'elle emploie pour désigner les *no global* ne prête pas une consistance exagérée à un phénomène qui semble composite: c'est justement parce qu'il est composite qu'il s'agit bien d'un "mouvement", dont

l'un des traits caractéristiques, soulignés en sociologie par l'école italienne, est l'absence de forte institutionnalisation et l'organisation réticulaire (Melucci, 1996 ; della Porta, Diani, 1997).

Au total, les dix contributions ici réunies, à partir d'une pluralité d'origines quant aux approches et aux sous-champs disciplinaires, versent des pièces au dossier ouvert de la transition italienne. Ce numéro se veut offrir un véritable éventail, peut-être bigarré, nécessairement partiel, mais non point dénué de représentativité, de la production transalpine. Non seulement ces auteurs représentent certaines des facettes les plus distinguées de la communauté politique italienne (la liste n'étant pas, cela va sans dire, limitative), mais plus de la moitié des contributions ici offertes sont inédites, tandis que les autres sont toutes récentes. Leur simple présence dénote d'une montée en puissance contemporaine de la science politique italienne, dont la réalité devait être portée à la connaissance du lectorat francophone à un moment où la science politique européenne entend affirmer son identité dans le contexte de la globalisation (Schmitter, 2001 ; Gunnel, 2001). Une meilleure connaissance dans un cadre bilatéral²⁸ ne peut que participer de ce souhait, à plus forte raison si les politistes italiens décidaient de se pencher davantage sur leur voisin occidental, terrain qu'ils ont particulièrement négligé²⁹.

Ces jalons posés à grands traits, ce numéro, après ceux confectionnés en Espagne et en Grèce, entend solidifier un pont au-dessus des Alpes qui a trop souvent été une voie à sens unique. Il vise donc à

offrir un échantillon de ce que celle-ci a pu produire en tâchant de croiser la satisfaction des différentes sous-branches de la discipline avec l'étude des différents objets politiquement pertinents dans la Péninsule. À la suite des dix politistes transalpins qui ont accepté de contribuer à cet effort (remercions en particulier ceux qui nous offrent ici des contributions entièrement inédites) c'est à un connaisseur français que revient le mot de la fin. Après les escales espagnoles et grecques, c'est à Marc Lazar, à la fois en sa qualité individuelle de spécialiste et en raison de son rôle d'organisateur de manifestations scientifiques sur l'Italie (notamment par l'animation du groupe de recherche dédié à l'Italie³⁰), que revient la tâche, jamais aisée, de conclure le périple italien, en insistant sur le nécessaire effort de compréhension à produire face à un pays où la politique se laisse plus difficilement lire qu'ailleurs. En particulier, sur fond de problème national, la question ouverte est celle de la portée du phénomène Berlusconi qui suscite tant de critiques qu'elle pourrait conduire à une réévaluation rétrospective d'un passé décrié il y a peu. L'attention aux évolutions italiennes à venir est donc de mise.

Avant donc de laisser la parole aux chercheurs du cru, remercions ici chronologiquement ceux qui ont permis la confection de ce numéro : la rédaction de *Pôle Sud* pour la confiance témoignée ; Luca Verzichelli à l'est et William Genieys à l'ouest des Alpes, pour avoir facilité la coordination et suivi avec bienveillance la maturation de ce numéro ; l'ensemble des onze contributeurs pour la qualité de leur effort, et l'équipe de traducteurs, enfin, dont on ne salue que trop rarement la noble mais lourde tâche³¹.



Notes

1. Que William Genieys, Marc Lazar, Laurence Morel et Emmanuel Négrier soient remerciés pour leur lecture et leurs observations sur une version préalable de ce texte dont les torts éventuels demeurent bien sûr imputables à son seul auteur.
2. Concernant les échanges franco-italiens, les chiffres recueillis par Marc Lazar en 1995 ne sont pas démentis en 2003 : d'après le Ministère français des Affaires Étrangères, l'Italie est le premier partenaire culturel étranger de la France et du point de vue économique, au sein de l'UE, le deuxième partenaire commercial, le quatrième pour les débouchés, la troisième source d'importation. Du point de vue des investissements, la France est désormais à la fois le premier investisseur direct en Italie et la première destination européenne pour les entreprises italiennes. [<http://www.diplomatie.gouv.fr/actu/article.asp?ART=24083> (consulté le 23.11.2002, confirmé le 04.09.2003)]
3. La comparaison effectuée par Gilles Pécout (2001, pp. 17-21) sur les historiographies française et britannique du XIX^e siècle est à cet égard tout à fait instructive.
4. Ce numéro s'inscrit en effet dans une série de dossiers nationaux ouverts par cette revue à la science politique dans les pays d'Europe du Sud et fait suite aux dossiers coordonnés par William Genieys sur l'Espagne (*Pôle Sud* n° 16, mai 2002) et Georges Contogeorgis sur la Grèce (*Pôle Sud*, n° 18, mai 2003).
5. L'emprunt au classique de Tocqueville pour analyser le cas italien est inspiré de l'usage qu'en a fait Maurizio Cotta (1996).
6. Dans ce cadre précis, nous excluons la France prise comme un tout de l'espace "Europe du Sud", à plus forte raison lorsque l'on se penche sur cette région sous l'angle de la démocratisation, pour laquelle nous renvoyons, en français, à Morlino (2001); de même, nous n'incluons ni les pays méridionaux faisant alors partie du bloc de l'Est, ni Malte et la Turquie.
7. Au niveau international, celle-ci représente la communauté académique numériquement la plus consistante, hégémonique au plan linguistique et à la fois performante et influente au plan scientifique.
8. Pareille vision, sous-tendue par la promotion implicite du système politique américain ou britannique et teintée d'anti-communisme, se ressent du contexte d'affrontement bipolaire dans lequel elle a été forgée.
9. On pourra en particulier se référer à deux rapports effectués pour le compte du Ministère de la Recherche, celui du Conseil national pour le développement des sciences humaines et sociales (qui a rendu son premier rapport d'activité en juin 1999) et celui, plus récent, qu'a dirigé Maurice Godelier sur le développement international de la recherche et son insertion dans l'espace européen en 2002.
10. Voir, chronologiquement, Favre (1996), Scheimel (1999), Braud (2001), Leca (2004).
11. Voir à ce sujet les remarques, au regard des États-Unis, de Blondiaux (1997), la question de l'américanisation étant au menu de l'agenda de recherche qu'il proposait dans son plaidoyer pour une histoire sociale de la science politique (Blondiaux, 2002, p. 59). Sur la connaissance de cette phase de la discipline et les orientations plus conservatrices que celles d'aujourd'hui, voir la reconstitution précieuse opérée par Leca (2001).
12. Nous faisons référence au recueil annuel dirigé par Alfred Grosser et publié à La Documentation Française (Paris).
13. Nous n'incluons pas ici la traduction de la *Théorie de la démocratie* de Giovanni Sartori (1973) puisque l'ouvrage, par ailleurs réédité dans une version "revisitée" après cette date, a une portée plus large que l'analyse de la politique italienne. Notons d'ailleurs que les œuvres de Sartori, au même titre que celles d'autres comparatistes majeurs de l'après-guerre, européens et américains, n'ont pas été traduites en français. Outre l'ouvrage précité, la *Revue Internationale de Politique Comparée* avait ouvert le feu avec la traduction de l'un de ses articles méthodologiques (Sartori, 1994).
14. La différence entre une Italie démocratique et une Espagne autoritaire confirmant ainsi que la démocratie est l'humus de la science politique contemporaine.
15. Alors que sur la période 1951-1970, treize des quinze articles de la *RFSP* relatifs à l'Italie sont l'œuvre de chercheurs français. À cette époque, Jean Meyriat justifie cette prépondérance ainsi : "Certes, nous savons que beaucoup de nos collègues italiens connaissent ces problèmes mieux que nous ne pouvons le faire. Mais un des buts que nous nous proposons d'atteindre étant d'aider au développement en France des études de sciences politiques sur les pays étrangers, nous y parvenons mieux en donnant à des compatriotes l'occasion de ce travail". Et de conclure : "Peut-être [nos amis italiens] relèveront-ils certaines erreurs d'appréciation, ou critiqueront-ils certains jugements. Si un dialogue s'engage sur cette base, notre livre n'aura pas été inutile à un progrès de la compréhension réciproque des deux nations" (Meyriat, 1960, p. XVIII).

16. Par-delà les remarques de Pierre Favre (1985) dans son panorama européen, l'étude de la discipline en Italie doit l'essentiel de ses travaux à Luigi Graziano (1987, 1991) et Leonardo Morlino (1989, 1991) dont nous nous inspirons des travaux dans l'évocation qui suit. Un parallèle avec l'Espagne peut être recherché dans la contribution de Miguel Jerez Mir (2002).
17. Nous pensons en particulier aux regroupements faits sur le territoire européen entre terrains de recherche dont on présume l'homogénéité (Europe de l'Est, Balkans, et, plus récemment, Europe du Sud et du Nord).
18. Le *Conference Group on Italian Politics and Society* a été créé en 1975 au sein de l'APSA et siège aujourd'hui à l'université canadienne de McGill.
19. On complètera le tableau proprement politique par le "portrait" coordonné par Sabino Cassese (2001).
20. La publication de cet ouvrage, qui a respecté la coutume aussi tenace qu'incompréhensible qu'ont les traducteurs français de systématiquement modifier le titre original qui leur est soumis, est advenue de manière concomitante avec l'édition américaine.
21. Ce fut le cas de la *Revue Politique et Parlementaire* avec trois articles dans le numéro 970 de 1993 et de la *RFSP* avec deux fois deux articles dans un même numéro en 1994 et 1995.
22. Le nombre de revues de science politique est un bon indicateur: l'isolement de la *RFSP*, complétée par *Pouvoirs* en 1977 a été progressivement dissipé avec la venue de revues comme *Politix* (en 1988), la *Revue Internationale de Politique Comparée* et *Pôle Sud* (1994), tandis que le champ international se renforçait grâce à *Cultures et Conflits* (1990), *Critique Internationale* (1999) et *Politique Européenne* (2000).
23. Pour un compte rendu détaillé en français, voir Lazar (1993).
24. Pour une synthèse de l'émergence des droites qui sont venues remplir le vide existant jadis entre le centre-droit incarné par la DC et l'extrême droite incarnée par le MSI, on renverra à Bouillaud (1995).
25. Signalons à cet égard l'ouvrage du correspondant de *Libération* en Italie, Eric Jozsef (2001); la traduction, dans les mois qui ont suivi sa publication italienne, de l'enquête de deux journalistes italiens ayant fait grand bruit en Italie (Veltri, Travaglio, 2001) et la récente enquête de A. Candiard (2003), fruit de la mobilisation de l'association "France Italie Démocratie". La réédition de la traduction de *Marcia su Roma e dintorni*, écrit par Emilio Lussu (2002) dans les années 30 se veut être, au vu de la préface, une mise en contexte historique.
26. Ce point a fait l'objet de nombreuses dénonciations de la part des observateurs des médias, non seulement en Italie mais aussi à l'étranger: que l'on se réfère aux attaques de *The Economist* (tant lors de la campagne électorale de 2001 que dans sa lettre ouverte, dossier récapitulatif des charges à l'appui, au président du Conseil du 30 juillet 2003), au rapport d'enquête de l'association Reporters Sans Frontières (*Conflit d'intérêt dans les médias: l'anomalie italienne*, Paris, RSF, avril 2003) ou aux mises en garde du représentant pour la liberté des médias de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (dernièrement confirmées dans son rapport au Conseil exécutif de l'OSCE le 31 juillet 2003).
27. Comme l'Espagne, l'Italie était pourtant absente du numéro de la *RFSP* consacré aux approches nationales des politiques publiques.
28. Il est vrai que la science politique française, globalement méconnue en Italie, ne jouit pas d'une image flatteuse, par exemple décrite, en dépit de la valeur reconnue du *Traité de science politique*, par Gianfranco Pasquino comme "pas très encline à la recherche empirique, assez provinciale, parfois à prétention philosophante, dans l'ensemble marginale sur la scène mondiale et sans l'influence qu'historiens et structuralistes français ont su exercer dans d'autres domaines" (1997, p. 27).
29. Un dépouillement complet du meilleur indicateur qui soit, la *Rivista Italiana di Scienza Politica* depuis son premier numéro en 1971, offre un verdict sans appel. En plus de trente années d'existence, jamais un article monographique n'a été consacré à la France, et l'on compte, en tout et pour tout, seulement quatre articles de comparaisons binaires franco-italiennes, dont trois dans la décennie 70 et dû à seulement un Italien (Barnes, Finner, 1972; Bartolini, 1976; Tarrow, 1979), aucun dans les années 80 et 90, et un dans l'actuelle décennie (Bari-sione, 2001).
30. Il s'agit du Groupe de Recherche Pluridisciplinaire sur l'Italie Contemporaine (GREPIC) au sein du CERI à l'IEP de Paris.
31. Les traductions des articles de Luigi Bobbio, Maurizio Cotta, Pierangelo Isernia, Alfio Mastropaolo et Donatella della Porta ont été relues et approuvées par les intéressés.



Références

- Balcet G., *L'économie de l'Italie*, Paris, La Découverte, 1995.
- Besson G., Bibes G., Sivini G., Tarrow S., Visentini G., *Sociologie du communisme en Italie*, Paris, A. Colin/Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1974.
- Banfield E. C., *The Moral Basis of a Backward Society*, Glencoe, The Free Press, 1958.
- Barisione M., "Elettori indecisi, elettori fluttuanti: che volto hanno i 'bilancieri' del voto? I casi italiano e francese", *Rivista Italiana di Scienza Politica*, Vol. 31, n° 1, aprile 2001.
- Barners S. H., Pierce R., "Le preferenze politiche degli italiani e dei francesi", *Rivista Italiana di Scienza Politica*, vol. 2, n° 2, agosto 1972.
- Bartolini S., "Per un'analisi dei rapporti tra i partiti socialisti e comunisti in Italia e Francia", *Rivista Italiana di Scienza Politica*, vol. 6, n° 3, décembre 1976.
- Berstein S., Milza P., *L'Italie contemporaine*, Paris, A. Colin, 1995.
- Bibes G., *Les partis politiques italiens*, Paris, La Documentation Française, 1970.
- Bibes G., *Le système politique italien*, Paris, Presses Universitaires de France, 1974.
- Blondel J., "Institutions et comportements politiques italiens: 'anomalies' et 'miracles'", in Diamanti I., Lazar M. (dir.), *Politique à l'italienne*, Paris, Presses Universitaires de France, 1997 (trad. ital. modifiée: *Stanchi di miracoli*, Milano, Guerini, 1997).
- Blondiaux L., "Les tournants historiques de la science politique", *Politix*, n° 40, 1997.
- Blondiaux L., "Pour une histoire sociale de la science politique", in Déloye Y., Voutat B. (dir.), *Faire de la science politique. Pour une analyse socio-historique du politique*, Paris, Belin, 2002.
- Bobbio N., "La crise permanente", *Pouvoirs*, n° 18, 1981.
- Bouillaud C., "Les droites en Italie. La science politique face à un objet renouvelé", *Politix*, n° 30, 1995.
- Bouissou J.-M., Lazar M., "Comparer deux 'démocraties hors normes'", *Revue Française de Science Politique*, vol. 51, n° 4, août 2001.
- Braud P., *La science politique*, Paris, Presses Universitaires de France, 2001.
- Brice C., *Histoire de l'Italie*, Paris, Perrin, 2003.
- Briquet J.-L., "La crise politique en Italie. Les analyses de la science politique italienne", *Politix*, n° 30, 1995.
- Briquet J.-L., "Mobilitazioni politiche e congiuntura critica. Ipotesi per l'analisi della crisi politica in Italia", *Teoria Politica*, vol. 12, n° 1, 1996.
- Briquet J.-L., *Italie: les changements politiques dans les années 1990*, Paris, La Documentation Française, 1997a.
- Briquet J.-L., "Italie: la fin de l'anomalie italienne?", in Diamanti I., Lazar M. (dir.), *Politique à l'italienne*, op. cit.
- Briquet J.-L., "Italie: 'juges rouges' ou 'mains propres'?", *Critique Internationale*, n° 15, avril 2002a.
- Briquet J.-L., "Italie: la victoire de Berlusconi", in Grosser A. (dir.), *Les pays d'Europe occidentale. Édition 2002*, Paris, La Documentation Française, 2002b.
- Bull M., Rhodes M. (eds.), *Crisis and Transition in Italian Politics*, Londres, Frank Cass, 1997a.
- Bull M., Rhodes M., "Between Crisis and Transition: Italian Politics in the 1990s", in Bull M., Rhodes M. (eds.), op. cit., 1997b.
- Caciagli M., "Sur la faible identité nationale des Italiens", *Pôle Sud*, n° 14, mai 2001.
- Candiard A., *L'anomalie Berlusconi: l'irrésistible chute de la démocratie italienne*, Paris, Flammarion, 2003.
- Capano G., Giuliani M. (a cura di), *Dizionario delle politiche pubbliche*, Rome, La Nuova Italia Scientifica, 1996.
- Cassese S. (dir.), *Portrait de l'Italie actuelle*, Paris, La Documentation Française, 2001 (trad. ital.: Bologne, Il Mulino, 2002).
- Champeyrache C., *La Ligue du Nord, un séparatisme à l'italienne. Racines et discours d'un parti politique*, Paris, L'Harmattan, 2002.
- Charrier J.-B., *Géographie de l'Italie*, Paris, Masson, 1991.
- Chasseraud J.-Y., *Les partis politiques en Italie*, Paris, Armand Colin, 1965.
- Colin M. (dir.), *L'Italie: échecs et réussites d'une République*, Paris, Minerve, 1994.

- Cotarelo R., "Nouveau regard sur une ancienne dictature : l'Espagne peut-elle être un modèle?", *Pôle Sud*, n° 16, mai 2002.
- Cotta M., "Italy: How a Quick Start Became a Late Arrival", in Herman V., Hagger M. (eds.), *The Legislation of Direct Elections to the European Parliament*, Westmead, Gower, 1990.
- Cotta M., "Premessa", in Cotta M., Isernia P. (dir.), *Il gigante dai piedi di argilla*, Bologne, Il Mulino, 1996.
- Cotta M., Della Porta D., Morlino L., *Scienza politica*, Bologne, Il Mulino, 2001.
- Couffignal G., *Les syndicats italiens et la politique*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 1978.
- D'Almeida F., *Histoire et politique en France et en Italie : l'exemple des socialistes (1945-1983)*, Rome, École Française de Rome, 1998.
- D'Amore C., "Studying Italian Politics since the 1990s", *South European Society & Politics*, vol. 7, n° 1, summer 2002.
- Della Porta D., *Introduzione alla scienza politica*, Bologne, Il Mulino, 2002.
- De Rosa G., *La transizione infinita*, Rome/Bari, Laterza, 1996.
- Della Porta D., Diani M., *Introduzione allo studio dei movimenti sociali*, Rome, La Nuova Italia Scientifica, 1997.
- Diamanti I., *La Lega. Storia, geografia e sociologia di un nuovo oggetto politico*, Rome, Donzelli, 1995 (1^{re} éd. 1993).
- Diamanti I., "Immigration et citoyenneté en Europe : une enquête", *Critique Internationale*, n° 8, été 2000.
- Diamanti I., Dieckhoff A., Lazar M., Musiedlak D., *L'Italie, une nation en suspens*, Bruxelles, Complexe, 1995.
- Diamanti I., Lazar M. (dir.), *Politique à l'italienne*, Paris, Presses Universitaires de France, 1997 (trad. ital. modifiée: *Stanchi di miracoli*, Milano, Guerini, 1997).
- Di Palma G., "Introduzione. Istituzioni e politiche nell'Italie che cambia", in Di Palma, Fabbrini, Freddi (2000).
- Di Palma G., Fabbrini S., Freddi G. (dir.), *Condannata al successo? L'Italia nell'Europa integrata*, Bologne, Il Mulino, 2000.
- Donavan M., "A Second Republic for Italy?", *Political Studies Review*, vol. 1, n° 1, janvier 2003.
- Faron O., "The history of modern and contemporary Italy: made in France (from the late 1970s to the late 1990s)", *Journal of Modern Italian Studies*, vol. 4, n° 3, 1999.
- Favre P., "France", Communication à la Conférence Epsnet d'évaluation de la science politique en Europe occidentale, Paris, Epsnet, avril 1996.
- Ferrari P., Maisl H., *Les groupes communistes aux assemblées parlementaires italiennes (1958-1966) et françaises (1962-1967)*, Paris, Presses Universitaires de France, 1969.
- Wagret P., Gay F., *L'économie de l'Italie*, Paris, Presses Universitaires de France, 1997.
- Genieys W., "L'Espagne: un eldorado pour l'analyse du politique en Europe?", *Pôle Sud*, n° 16, mai 2001.
- Georgel J., *L'Italie au XX^e siècle (1919-1999)*, Paris, La Documentation Française, 1999 (2^{me} éd.).
- Gilbert M., *The Italian Revolution: The End of Politics, Italian Style?*, Boulder, Westview Press, 1995.
- Giraudière B., *Le régime politique italien*, Paris, Presses Universitaires de France, 1999.
- Graziano L., "The Development and Institutionnalization of Political Science in Italy", *International Review of Political Science*, vol. 8, n° 1, janvier 1987.
- Graziano L., "Political Science in Italy", in Easton D., Graziano L., Gunnell J. (eds.), *The Development of Political Science. A Comparative Survey*, Londres, Routledge, 1991.
- Gribaudo M., *Itinéraires ouvriers, espaces et groupes sociaux à Turin au début du XX^e siècle*, Paris, Éd. de l'École des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 1987 (trad. fra de: *Mondo operaio e mito operaio: spazi e percorsi sociali a Torino nel primo Novecento*, Turin, Einaudi, 1987).
- Grisoni D.-A., Portelli H., *Les luttes ouvrières en Italie*, Paris, Aubier, 1976.
- Gundel S., Parker S. (eds.), *The New Italian Republic. From the Fall of the Berlin Wall to Berlusconi*, Londres, Routledge, 1996.
- Gunnell J.G., "Handbook and History: Is It Still the American Science of Politics?", *International Political Science Review*, vol. 23, n° 4, 2002.
- Hermet G., "À trop chercher le modèle espagnol... on perd le changement", *Pôle Sud*, n° 16, mai 2002.
- Hérodote*, n° 95: "Italie, la question nationale", 1998.

- Jerez Mir M., "La constitution de la science politique espagnole", *Pôle Sud*, n° 16, mai 2002.
- Jozsef E., *Main basse sur l'Italie: la résistible ascension de Silvio Berlusconi*, Paris, Grasset, 2001.
- Korinman M., Caracciolo L. (dir.), *À quoi sert l'Italie?*, Paris, La Découverte, 1995 (trad. fra. adaptée du numéro de *Limes*, n° 4, "A cosa serve l'Italia?", 1994).
- La Palombara J., *Démocratie à l'italienne*, Paris, Plon, 1990 (trad. fra. de: *Democracy Italian Style*, New Haven, Yale University Press, 1987).
- Lazar M., *Maisons rouges. Les partis communistes français et italiens à la Libération*, Paris, Aubier, 1992.
- Lazar M., "Pour comprendre la Ligue du Nord", *Revue Française de Science Politique*, 43 (6), décembre 1993.
- Lazar M., "Le laboratoire italien", in Korinman M., Caracciolo L. (dir.), *À quoi sert l'Italie?*, op. cit.
- Lazar M., "Comprendre l'Italie politique", in Diamanti I., Lazar M. (dir.), *Politique à l'italienne*, op. cit.
- Lazar M., "Faut-il avoir peur de l'Italie de Berlusconi?", *Esprit*, n° 283, mars/avril 2002.
- Leca J., "La science politique dans le champ intellectuel français", *Revue Française de Science Politique*, vol. 32, n° 4-5, août/octobre, 1982.
- Leca J., "Une relecture cavalière des débuts", *Revue Française de Science Politique*, vol. 51, n° 1-2, avril 2001.
- Leca J., "Fifty Years of French Political Science. Interview with Jean Leca", *European Political Science*, 2004 (à paraître).
- Lefèvre C., "Italie: l'échelon intermédiaire introuvable", *Revue Politique et Parlementaire*, n° 965, mai/juin 1993.
- Linz J. J., "Construction nationale et construction étatique", *Pôle Sud*, n° 7, novembre 1997.
- Lijphart A., *Democracy in Plural Societies: A Comparative Exploration*, New Haven, Yale University Press, 1977.
- Lussu E., *La Marche sur Rome et autres lieux*, Paris, Ed. du Félin/Arte Editions, 2002 (1^{re} éd. Paris, Gallimard, 1933).
- Maccotta G. W., "La Francia oggi", *Rivista Marittima*, octobre 2001.
- Martinet G., Romano S., con Canonica M., *Un'amizizia difficile. Conversazione su due secoli di relazioni italo-francesi*, Milan, Ponte alle Grazie, 2001 (trad. ita de: *Une amitié difficile. Entretiens sur deux siècles de relations franco-italiennes*, Paris, Association Dante Alighieri/Chambre de commerce italienne pour la France/Association l'Italie en direct, 1999).
- Mayer N., "Le sentiment national en France", in Birnbaum P. (dir.), *Sociologie des nationalismes*, Paris, Presses Universitaires de France, 1997.
- McCarthy P., *L'Italie dans la tourmente*, Paris, Presses de Sciences Po, 1995 (version angl.: *The Crisis of the Italian State*, New York, St. Martin's Press, 1995).
- Melucci A., *Challenging Codes. Collective Action in the Information Age*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996.
- Memmi D., *Du récit en politique: l'affiche électorale italienne*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1986.
- Mény Y., *Politique comparée. Les démocraties*, Paris, Montchrestien, 1987 (6^e éd. Avec Y. Surel, 2001).
- Mény Y., della Porta D. (dir.), *Démocratie et corruption en Europe*, Paris, La Découverte, 1995.
- Mény Y., Surel Y. (dir.), *Par le peuple, pour le peuple. Le populisme et les démocraties*, Paris, Fayard, 2000.
- Meyriat J. (dir.), *La Calabre. Une région sous-développée de l'Europe méditerranéenne*, Paris, A. Colin, 1960.
- Meyriat J., *L'Italie*, Paris, IEP de Paris/Les Cours de Droit, 1961.
- Meyriat J., "Problèmes politiques de la République italienne: état des travaux", *Revue Française de Science Politique*, vol. 13, n° 4, décembre 1963.
- Meynaud J., *Rapport sur la classe dirigeante italienne*, Montréal, Etudes de Science Politique, 1964.
- Meynaud J., *Les partis politiques en Italie*, Paris, Presses Universitaires de France, 1965.
- Morel L. (dir.), *L'Italie en transition. Recul des partis et activation de la fonction présidentielle*, Paris, L'Harmattan, 1997.
- Morel L., "La transition italienne", in Morel L. (dir.), *L'Italie en transition*, *ibid.*
- Morlino L., "Introduzione. Ancora un bilancio lamentevole?", in Morlino L. (a cura di), *Scienza politica*, Turin, Fondazione Giovanni Agnelli, 1989.
- Morlino L., "Political science in Italy: tradition and empiricism", *European Journal of Political Research*, vol. 20, n° 3-4, december 1991.
-

- Morlino L., "Consolidation démocratique: la théorie de l'ancrage", *Revue Internationale de Politique Comparée*, vol. 8, n° 2, été 2001.
- Muxel A., Cacouault M. (dir.), *Les jeunes d'Europe du Sud et la politique. Une enquête comparative France, Italie, Espagne*, Paris, L'Harmattan, 2001.
- Négrier E., "Existe-t-il une politique italienne des télécommunications?", *Quaderni*, n° 32, 1997a.
- Négrier E., "Policy, Organized Interests and Patrimonialism in Southern Europe: The Case of Telecommunications", *South European Society & Politics*, vol. 2, n° 1, 1997b.
- Newell J. (ed.), *The Italian General Election of 2001: Berlusconi's Victory*, Manchester, Manchester University Press, 2002.
- Pace E., *La nation italienne en crise. Perspectives européennes*, Paris, Bayard, 1998.
- Pasquino G. (dir.), *Manuale di scienza della politica*, Bologne, Il Mulino, 1986.
- Pasquino G., *Corsi di scienza politica*, Bologne, Il Mulino, 1997.
- Pasquino P., "Le gouvernement Berlusconi: un an après", *Pouvoirs*, n° 103, novembre 2002.
- Pécout G., *Naissances de l'Italie contemporaine*, Paris, Nathan, 2001 (1^{re} éd. 1997).
- Peuples Méditerranéens*, n° 67: "L'Italie postmoderne", avril/juin 1994.
- Poche B., "Question nationale ou question sociétale? L'exemple de l'Italie", *Pôle Sud*, n° 14, mai 2001.
- Pôle Sud*, n° 6: "L'environnement au Sud", 1997.
- Pôle Sud*, n° 10: "Les politiques culturelles en Europe du Sud", 1999a.
- Pôle Sud*, n° 11: "Enjeux migratoires en Europe du Sud", 1999b.
- Politix*, n° 30: "Incertitudes italiennes", 1995.
- Portelli H., *Gramsci et le bloc historique*, Paris, Presses Universitaires de France, 1971.
- Portelli H., *Gramsci et la question religieuse*, Paris, Anthropos, 1974.
- Portelli H., "À la recherche de la Seconde République", *Pouvoirs*, n° 103, novembre 2002.
- Pouvoirs*, n° 18: "Italie", 1981.
- Pouvoirs*, n° 103: "L'Italie", 2002.
- Putnam R., *La tradizione civica nelle Regioni italiane*, Milan, Mondadori, 1993 (trad. ita. de: *Making Democracy Work. Civic Traditions in Modern Italy*, Princeton, Princeton University Press, 1993).
- Regonini G., *Capire le politiche pubbliche*, Bologne, Il Mulino, 2001.
- Regonini G., Giuliani M., "Italie: au-delà d'une démocratie consensuelle", in Jobert B. (dir.), *Le tournant néolibéral en Europe*, Paris, L'Harmattan, 1994.
- Ritaine E., "La modernité localisée? Leçons sur le développement régional en Italie", *Revue Française de Science Politique*, vol. 39, n° 1, janvier 1989.
- Ritaine E., "Italie: territoires au bord de la crise politique", in Balme R. et al. (dir.), *Le territoire pour politiques. Variations européennes*, Paris, L'Harmattan, 1994.
- Ritaine E., "La capacité politique des régions d'Europe du Sud", in Le Galès P., Lequesne C. (dir.), *Le paradoxe des régions en Europe*, Paris, La Découverte, 1997.
- Ritaine E., "Noi e gli altri. L'enjeu migratoire, miroir de la crise italienne", *Pôle Sud*, n° 11, novembre 1999.
- Rosanvallon P., *L'État en France de 1789 à nos jours*, Paris, Seuil, 1989.
- Roux C., "L'identité nationale en perspective comparée. Le débat politique contemporain en France et en Italie", Communication au colloque *Faire de la politique comparée au XXI^e siècle*, Institut d'Études Politiques de Bordeaux, 21-23 février 2002.
- Roux C., "En attendant Putnam. La 'culture de défiance' italienne dans la science politique américaine de l'après-guerre: l'œuvre d'Edward C. Banfield", *Revue Internationale de Politique Comparée*, vol. 10, n° 3, 2003.
- Sartori G., *Théorie de la démocratie*, Paris, A. Colin, 1973.
- Sartori G., "Bien comparer, mal comparer", *Revue Internationale de Politique Comparée*, vol. 1, n° 1, 1994.
- Sartori G., "Il sistema resta cattivo", *Rivista Italiana di Scienza Politica*, vol. 31, n° 2, 2001.
- Scheimel Y., "La science politique française", Communication au 5^e congrès de l'AFSP, Aix-en-Provence, 1996.
- Schmitter P., "Seven (discutable) thesis on the future of a 'trans-atlancized' or 'globalized' political science", *European Political Science*, vol. 1, n° 2, spring 2002.
- Schnapper D., *L'Italie rouge et noire. Les modèles culturels dans la vie quotidienne à Bologne*, Paris, Gallimard, 1971.

- Schnapper D., *Sociologie de l'Italie*, Paris, Presses Universitaires de France, 1974.
- Seronde A.-M., *Tradition et changement en Toscane*, Paris, A. Colin, 1970.
- Sommier I., *La violence politique et son deuil. L'après 68 en France et en Italie*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 1998.
- Surel Y., "Berlusconi, leader populiste?", in Ihl O., Chêne J., Vial E., Waterlot G. (dir.), *La tentation populiste au cœur de l'Europe*, Paris, La Découverte, 2003.
- Taguieff P.-A., "Le populisme", Supplément *Encyclopaedia Universalis*, 1992.
- Tarrow S., "Decentramento incompiuto o centralismo restaurato? L'esperienza regionalistica in Italia e in Francia", *Rivista Italiana di Scienza Politica*, vol. 9, n° 2, 1979.
- Tarrow S., Lange P. (eds.), *Italy in Transition*, Londres, Frank Cass, 1980.
- Tessier B., *Géopolitique de l'Italie*, Bruxelles, Complexe, 1996.
- Veltri E., Travaglio M., *L'odeur de l'argent: les origines et les dessous de la fortune de Silvio Berlusconi*, Paris, Fayard, 2001 (trad. fra.: *L'odore dei soldi*, Rome, Riuniti, 2001).
- Vauchez A., "La parabole judiciaire italienne", *Pouvoirs*, n° 103, novembre 2002.
- Verzichelli L., "Scienza politica", *L'Informazione Bibliografica*, vol. 28, n° 2, aprile/juigno 2002.